



## 13<sup>e</sup> Session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention de Ramsar sur les zones humides

« Les zones humides pour un avenir urbain durable »  
Dubai, Émirats arabes unis, 21 au 29 octobre 2018

Ramsar COP13 Rep.7

### Projet de rapport quotidien Jour 5 – Vendredi 26 octobre (Séance du matin)

Vendredi 26 octobre 2018

#### 10.20 – 13.10 Séance plénière

1. La séance est présidée par la **Vice-Présidente**, M<sup>me</sup> Kristiina Niikonen (Finlande).
2. La **Vice-Présidente** invite l'assistance à faire part de ses commentaires généraux.
3. L'**Australie**, en tant qu'organisatrice du groupe des amis du Président sur les écosystèmes de carbone bleu, la **Colombie** au nom des régions des Amériques, **Cuba**, la **Jamaïque**, la **République dominicaine** au nom de l'Initiative régionale Ramsar (IRR) sur les zones humides des Caraïbes, le **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** en sa qualité de président du groupe de travail de la COP13 sur la gouvernance, et le **Sénégal** font des commentaires sur le fonctionnement et les progrès des groupes de travail et des groupes des amis du Président.
4. La **Secrétaire générale** confirme que la Conseillère juridique assistera à la prochaine réunion du groupe de travail sur les IRR, comme demandé par la **Colombie** au nom de la région des Amériques.

#### 16. Élection de Parties contractantes au Comité permanent 2019-2021

5. Les candidatures suivantes ont été reçues par la **Conférence des Parties** :

<u>Région</u>	<u>Membres</u>	<u>Membres suppléants</u>
<b>Afrique</b>		
Afrique centrale	<b>Tchad</b>	<b>République centrafricaine</b>
Afrique du Nord	<b>Algérie</b>	<b>Libye</b>
Afrique de l'Est	<b>Ouganda</b>	<b>Rwanda</b>
Afrique de l'Ouest	<b>Sierra Leone</b>	<b>Sénégal</b>
Afrique australe	<b>Zambie</b>	<b>Lesotho</b>
<b>Asie</b>		
Asie du Sud	<b>Bhoutan</b>	<b>Philippines</b>
Asie de l'Est	<b>Japon</b>	<b>Chine</b>
Asie de l'Ouest	<b>Oman</b>	<b>Koweït</b>

Europe	Royaume-Uni Suède Arménie Azerbaïdjan	Autriche Estonie Fédération de Russie Ukraine
Amérique latine et Caraïbes	Uruguay Costa Rica République dominicaine	Équateur El Salvador Sainte-Lucie
Océanie	Australie	Fidji
Amérique du Nord	Mexique	États-Unis d'Amérique

6. La composition du Comité permanent pour la période triennale 2019-2021 telle qu'elle est indiquée ci-dessus est approuvée par acclamation.

#### 18.18 Projet de résolution sur l'évaluation rapide des services écosystémiques des zones humides

7. La **République de Corée** présente le projet de résolution figurant dans le document COP13 Doc.18.18.
8. **L'Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, l'Autriche** au nom des États membres de l'Union européenne, le **Bénin**, la **Bolivie (État plurinational de)**, le **Botswana**, le **Cambodge**, le **Canada**, le **Chili**, la **Chine**, le **Costa Rica**, l'**Équateur**, les **États-Unis d'Amérique**, l'**Inde**, l'**Indonésie**, le **Japon**, le **Kenya**, la **Malaisie**, la **Mauritanie**, **Oman**, le **Pérou**, les **Philippines**, la **République dominicaine**, la **Thaïlande** et le **Venezuela (République bolivarienne du)** interviennent et soutiennent largement le projet de résolution. Toutefois, la **Bolivie (État plurinational de)** et le **Venezuela (République bolivarienne du)** mettent en garde contre toute mesure visant à transformer la nature en une marchandise. Un grand nombre d'interventions soulignent que l'utilisation de l'outil d'évaluation rapide devrait être volontaire et que le renforcement des capacités serait nécessaire pour soutenir son application dans les pays en développement. Plusieurs Parties contractantes présentent des propositions d'amendements spécifiques, ou annoncent leur intention de le faire.
9. La **République de Corée** remercie les Parties pour leur soutien et leurs précieux commentaires, et indique qu'un événement parallèle portera sur le sujet du projet de résolution.
10. La **Vice-Présidente** demande à tous ceux proposant des amendements de les transmettre au Secrétariat dans les deux heures suivant la clôture de la séance, et prie la **République de Corée** de coordonner la production d'un projet de résolution révisé pour examen à une séance ultérieure.

#### 18.20 Projet de résolution sur l'égalité entre les sexes et les zones humides

11. La **Colombie** présente le projet de résolution figurant dans le document COP13 Doc.18.20.
12. **L'Afrique du Sud**, le **Bénin**, la **Bolivie (État plurinational de)**, le **Chili**, le **Costa Rica**, **Cuba**, les **Émirats arabes unis**, l'**Équateur**, les **États-Unis d'Amérique**, la **Finlande** au nom des États membres de l'Union européenne, la **Guinée équatoriale**, l'**Inde**, le **Japon**, la **Malaisie**, le **Malawi**, le **Niger**, l'**Ouganda**, le **Pérou**, les **Philippines**, la **République dominicaine** et le **Tchad**,

ainsi que l'observateur de l'**Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture** (UNESCO) expriment leur soutien au projet de résolution, mais proposent un certain nombre d'amendements spécifiques.

13. La **Vice-Présidente** demande à tous ceux qui proposent des amendements de les transmettre au Secrétariat dans les deux heures suivant la clôture de la séance, et prie la **Colombie** de coordonner la production d'un projet de résolution révisé pour examen à une séance ultérieure.

#### **18.21 Projet de résolution sur l'agriculture dans les zones humides**

14. La **République tchèque** présente le projet de résolution figurant dans le document COP13 Doc.18.21, notant qu'un certain nombre de propositions d'amendements ont déjà été reçues.
15. **L'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Botswana, le Brésil, le Cameroun, le Canada, le Chili, la Colombie, l'Équateur, les États-Unis d'Amérique, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Lesotho, la Malaisie, la Mauritanie, le Mexique, le Myanmar, les Pays-Bas** au nom de la région européenne, le **Niger, la Nouvelle-Zélande, le Panama, les Philippines, la République centrafricaine, la République de Corée, la République dominicaine, le Rwanda, le Tchad, la Thaïlande, l'Uruguay, la Zambie** et le **Zimbabwe** au nom de la région Afrique, ainsi que les observateurs de l'**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)** et l'**Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)** interviennent et soutiennent largement le projet de résolution. Toutefois, certaines Parties contractantes estiment que le document met trop l'accent sur l'agriculture en tant que moteur du déclin des zones humides et qu'un certain nombre d'autres facteurs devraient être pris en compte. Plusieurs intervenants proposent des modifications spécifiques ou indiquent leur intention de le faire.
16. La **Vice-Présidente** demande à tous ceux qui proposent des amendements de les transmettre au Secrétariat dans les deux heures suivant la clôture de la séance, et prie la **République tchèque** de coordonner la production d'un projet de résolution révisé pour examen à une séance ultérieure.

#### **18.22 Projet de résolution sur la promotion de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides intertidales et des habitats associés sur le plan écologique**

17. Les **Philippines** présentent le projet de résolution figurant dans le document COP13 Doc.18.22.
18. **L'Afrique du Sud** au nom de la région Afrique, **l'Australie, l'Autriche** au nom des États membres de l'Union européenne, **Bahreïn, le Canada, la Chine, la Colombie, le Costa Rica, Cuba, les Émirats arabes unis, l'Équateur, les États-Unis d'Amérique, le Honduras, l'Inde, le Japon, la Libye, la Norvège, Oman, la République de Corée, la République islamique d'Iran, le Royaume-Uni, Sri Lanka, l'Ukraine**, et les observateurs de la **FAO** et de **BirdLife International**, ce dernier s'exprimant également au nom de **Wetlands International** et du **Wildfowl & Wetlands Trust**, interviennent et soutiennent d'une manière générale le projet de résolution. Toutefois, des intervenants s'inquiètent du fait que certaines activités proposées dépassent le cadre et les capacités de la Convention et que certaines pourraient avoir des incidences financières importantes. Nombre de ces intervenants proposent des modifications spécifiques ou indiquent leur intention de le faire.

19. La **Vice-Présidente** demande à tous ceux qui proposent des amendements de les transmettre au Secrétariat, et prie le **Kenya** de coordonner la production d'un projet de résolution révisé pour examen plus tard au cours de la session.